

Louis TERRENOIRE : de Gaulle et l'usage des médias

M. Louis Terrenoire, ancien journaliste, écrivain, homme politique, ancien ministre, a été secrétaire de rédaction de l'Aube en 1932 et 1939 ; il en a été ensuite le rédacteur en chef après 1945. Secrétaire général du RPF entre 1951 et 1954, M. Terrenoire a été directeur des Informations et de l'Actualité à la Radio diffusion télévision française, de juillet à novembre 58, au moment du retour au pouvoir du général de Gaulle et enfin ministre de l'Information dans le cabinet Debré de février 1960 à août 1961. Maintenu comme porte-parole par le Général jusqu'à la formation du cabinet Pompidou (15 avril 1962).

Mon expérience en réalité n'a couvert cette période là que trois années dont il faut dire d'abord qu'elles ont été essentiellement dominées par la guerre d'Algérie et que, finalement, qu'il s'agisse de la presse écrite ou de la presse qui était d'abord audio et qui est devenue peu à peu audiovisuelle elles ont été profondément influencées par le climat créé par la guerre d'Algérie.

J'ai eu la chance de faire la jonction avec la situation existante sous la IVe République. Lorsque je fus nommé au début de juillet 1958, un mois après le retour du général de Gaulle à la direction des Affaires, j'ai fait la jonction avec ce qui se passait à la Radio Diffusion française, un monopole d'Etat sur la radio, et le début et l'extension progressive de la télévision.

L'extension a été très progressive mais assez rapide parce que les gouvernements de l'époque, soit celui de Michel Debré, soit celui de Georges Pompidou ont très bien compris l'intérêt de ce qu'on appelait encore à l'époque les petites lucarnes. Cela ne nuisait en aucune manière au maintien d'une forte pression sur l'opinion par la radio et cette époque a vu l'explosion des transistors.

La radio était souvent un objet encombrant et tout d'un coup l'invention du transistor a eu des conséquences considérables. J'en signalerai une en particulier. Faisant la jonction avec la IVe République, j'ai pu me rendre compte comme directeur des Informations à quel point les gouvernements précédents, notamment le gouvernement socialiste de Guy Mollet, et ceux qui

ont suivi ne se gênaient nullement pour donner des instructions à la radio. Lorsque j'ai pris le bureau de mon prédécesseur M. Hartmann, dans l'immeuble qui se trouvait aux Champs Elysées, j'ai trouvé dans mon bureau les dernières instructions écrites données par les chargés de l'Information dans les ministères socialistes ou radicaux précédents, je les ai d'ailleurs publiées en partie. Ces instructions écrites étaient extrêmement fermes, par exemple celle venant directement de Guy Mollet qui se plaignait amèrement que les revues de presse du matin ne faisaient pas assez de place aux journaux du Pas de Calais et du Nord où les socialistes avaient un organe.

Qu'est-ce qui s'était passé ? Une chose assez curieuse, les gouvernements se succédaient en cascades, surtout dans la période qui a précédé le 13 mai, depuis le début de la IVe République, par conséquent les gens qui étaient chargés de la radio d'Etat créaient leur propre politique ; ils s'inquiétaient très peu, juste ce qu'il fallait, des impulsions du gouvernement, sauf quand elles étaient écrites et qu'à ce moment là ils risquaient vraiment de se faire rappeler à l'ordre. C'était l'époque de la naissance et de la croissance du PSU c'est-à-dire d'un gauchisme très marqué et finalement la radio adoptait ce ton gauchisant en permanence, quel que soit le gouvernement au pouvoir.

La pesanteur gouvernementale sur la radio allait très loin, cela s'est renouvelé depuis d'une manière ou d'une autre, mais j'ai fait réintégrer comme directeur de l'Information deux hommes qui avaient été, sur ordre, écartés par Guy Mollet, l'un s'appelait Jean Teitgen et l'autre était Jacques Salbert. Il n'y a pas de leçon à tirer certes de cette période là et je dirai surtout qu'il n'y a pas lieu de les imiter.

J'ai trouvé à mon arrivée un organisme extraordinairement bureaucraté, ce qui a contribué très vite à m'écoeurer et à me pousser à abandonner au mois de novembre la direction des Informations pour me présenter aux élections. Je vais vous donner un exemple de cette bureaucraté inimaginable : je me rappelle qu'il y avait un match de football entre la France et la Roumanie et que par conséquent une équipe de journalistes devait se rendre à Bucarest, eh bien ! pour qu'elle puisse se rendre à Bucarest il ne fallait pas moins de quarante quatre signatures... c'est vraiment l'événement que j'ai le mieux retenu parce que c'est celui qui m'a le plus écoeuré et qui m'a le plus poussé à me sortir de cette RTF qui a mis bien du temps à se modifier, d'autant plus qu'il y avait déjà des radios relativement indépendantes qui étaient

Radio-Luxembourg et Europe n°1 ; cette dernière avait été fondée, si je ne me trompe, en 1955. Donc le monopole d'Etat est très complet et s'est d'autant plus étendu à la télévision que pendant longtemps il n'y a eu qu'une seule chaîne de télévision.

Mais j'en viens à des expériences plus personnelles que j'ai eues comme ministre de l'Information, chargé donc des Relations du gouvernement avec la presse et porte-parole du gouvernement, mais plus exactement du général de Gaulle. Michel Debré, pour lequel j'ai beaucoup de respect, mais qui, on le sait, a un caractère assez autoritaire, n'aimait pas beaucoup que l'information lui échappe et en 1961, il a remanié son gouvernement, m'a transféré comme ministre chargé des Relations avec le Parlement et a pris comme secrétaire d'Etat à l'Information (parce qu'il voulait l'avoir davantage sous la main, il préférait qu'il ne soit pas ministre à part entière) quelqu'un qui est toujours le président du Groupe gaulliste au Parlement européen. De Gaulle n'a pas accepté qu'il devienne le porte-parole du gouvernement tout en étant secrétaire d'Etat à l'Information, et il m'a demandé, plus exactement il a demandé à Michel Debré de me laisser dans les fonctions que j'occupais de porte-parole du gouvernement et plus spécialement du général de Gaulle.

Les choses se passaient ainsi : pour transmettre à la presse les informations du gouvernement, essentiellement chaque mercredi à la suite du Conseil des ministres, je sortais de l'Elysée après avoir eu un tête-à-tête avec le général de Gaulle qui, laissant de côté tout ce qui pouvait être secondaire, ne retenait que l'essentiel et me demandait de donner un communiqué qu'il avait lui-même rédigé, corrigé de sa main, et simplement d'aviser les journalistes de l'ensemble des informations qui pouvaient ressortir de ce Conseil des ministres que nous venions de terminer.

Les relations du général de Gaulle étaient surtout médiocres, pour ne pas dire mauvaises avec la presse écrite. Il faut dire que, dans cette période là, il y a eu une véritable hémorragie de la presse écrite : les journaux sortis après la Libération ont diminué d'année en année, je crois que L'Aube a disparu par exemple en 1963 ou 64. En vérité, il n'y avait comme journaux qui puissent compter que L'Humanité pour les communistes, Le Populaire pour les socialistes et certains journaux, disons carrément conservateurs comme L'Epoque d'Henri de Kérillis, ou Le Jour de Léon Bailby et un journal à grand tirage qui tout en réservant, comme il le fait encore maintenant, depuis sa résurrection, une grande part aux faits divers, Le Parisien, était tout de même de tendance très gaullisante, pour ne pas dire carrément gaulliste en certaines circonstances, sauf lorsque les problèmes de l'Algérie étaient en cause car le directeur qui est mort dans des conditions tragiques, Emilien Amaury, était très Algérie française. Il a marqué là des différences qui se manifestaient surtout dans son journal personnel, une espèce d' "house organ", qui s'appelait Carrefour qui n'avait pas de lecteurs, mais permettait à M. Amaury d'exprimer ses propres idées.

On assistait donc à une réduction considérable de la presse d'opinion. La presse à grand tirage, Le Figaro lui-même n'était ni figue ni raisin, mais beaucoup plus de ces raisins qui font grincer les dents paraît-il lorsqu'ils sont verts, que du côté de la figue assez douceâtre. Louis Gabriel Robinet, rédacteur en chef et éditorialiste était d'une tiédeur très évidente à l'égard du Général et de sa politique, notamment à propos de l'Algérie, et quant au Monde, il y avait eu un véritable drame entre ce journal et le général de Gaulle. Le général de Gaulle était très attaché au Temps d'avant-guerre jusqu'au jour où il fut dominé par ce qu'on appelait à l'époque "les Maîtres de forge" avec comme directeur Barthélémy, parce que Le Temps, tout en conservant une grande liberté d'esprit jusqu'à ce changement, était tout de même légèrement officieux dans le bon sens du terme.

On savait à l'étranger qu'il était quand même absolument opposé aux thèses défendues par les gouvernements de l'époque, dont l'administration assurait la continuité puisque les gouvernements étaient incapables de l'assurer ; la force de l'Etat résidait dans les grands commis de l'Etat qui en détenaient les secrets et en permettaient la continuité.

Le Temps étant resté fidèle à Vichy jusqu'au dernier jour, ils s'est créé Le Monde avec trois hommes à sa tête : Hubert Beuve Méry, Funkh-Brentano et René Courtin. La personnalité de Beuve Méry était telle et pour des raisons que je connais mal, il s'est arrangé pour écarter successivement Funkh-Brentano et René Courtin. Ce dernier avait fait partie du comité des Sages et avait préparé la législation de la Libération. Beuve Méry s'est retrouvé le seul maître, fort du mérite d'avoir démissionné du Temps lorsque celui-ci était passé sous la coupe des "Maîtres de forge". Beuve Méry n'avait pas, pendant la guerre, été gaulliste. Il aurait eu cependant l'occasion de rejoindre Londres, lorsqu'il a reçu par miracle la possibilité de se rendre à Lisbonne pour faire une conférence. Tous ses amis savaient qu'il était très anti-allemand, très anti-nazi ; nous étions donc persuadés qu'arrivé à Lisbonne il gagnerait Londres, mais c'est avec surprise que nous l'avons vu revenir et avec non moins de surprise que nous l'avons vu devenir

professeur à l'école des cadres d'Uriage fondée par Vichy.

Puis il a pris le maquis mais il n'a pas été gaulliste, car il avait ce défaut que j'ai bien connu chez certains hommes : l'horreur du képi. Pour eux porter un képi empêchait de mener une politique démocratique, ce qui fait que Le Monde sous l'influence de Beuve Méry a fait tout le temps où a gouverné le général de Gaulle une véritable contre propagande qui a eu beaucoup d'effet dans le monde entier. A l'étranger toute personne qui jouait un rôle, qui était cultivée et qui lisait le français, et il y en avait beaucoup à l'époque, lisait Le Monde et constatait qu'il était d'une totale indépendance.

Cette indépendance se traduisait en fait par un anti-gaullisme que Beuve Méry exprimait sous le pseudonyme de Sirius, un pseudonyme que j'avais inventé au début du régime de Vichy dans une publication qui a vécu sept mois péniblement. J'ai écrit sous le pseudonyme de Sirius des articles de politique étrangère et j'ai été surpris quand je suis rentré de mon camp de concentration de voir que M. Beuve Méry m'avait repris le pseudonyme.

Ce qui est l'essentiel, c'est le moment où le général de Gaulle a pu communiquer directement aux Français par la télévision. Il en a été un maître. La première fois qu'il a parlé devant la télévision, il avait un papier sous les yeux ; heureusement il s'est trouvé un homme de publicité M. Bleustein Blanchet, qui avait d'ailleurs appartenu à la France Libre, qui lui a dit : mais mon Général, il ne faut jamais avoir de papier si vous voulez toucher les gens. Or le Général disposait d'une mémoire exceptionnelle, c'est à partir de sa seconde parution à la télévision qu'il a parlé sans papier. A partir du moment où la télévision a pu atteindre l'ensemble des Français, le général de Gaulle a pu avoir un contact direct avec l'opinion, il s'est manifesté dans les plus grandes circonstances, notamment lors de l'affaire des Barricades en 1960 et lors du putsch d'avril 61 du "quarteron de généraux".

Au moment du putsch des généraux on a pu dire que c'était là la victoire des transistors : tous

les soldats en Algérie avaient un transistor, ou si les soldats n'en avaient pas tous un, il y avait toujours dans leur petit groupe quelqu'un qui en avait un. Etant à ce moment là, en 61, ministre de l'Information, j'avais la possibilité de donner des instructions non écrites à quelqu'un qui est le dernier survivant du Conseil national de la Résistance : Jacques Debu Bride!. Je l'avais nommé à une station de radio qui joue un grand rôle dans le midi et qui était la seule qui traversait la Méditerranée Radio Monte-Carlo. J'ai prescrit que, toutes les demi-heures, on passe le message du Général et donc dans tous les postes militaires, même ceux qui étaient sur des pitons, même ceux qui étaient tranquillement à Alger ou dans les villes, tous ont entendu, pendant toute cette nuit, le Général leur intimer l'ordre de désobéir à leurs généraux. C'est ce qu'on a appelé la victoire des transistors.

Une des choses dont je me suis aperçu très vite en ce qui concerne l'Algérie, c'est que ce qu'il pouvait dire était systématiquement boycotté. Lorsque le général de Gaulle faisait une déclaration quelle qu'elle soit, elle n'était jamais reproduite par les journaux algériens intégralement, elle était toujours reformulée par les hommes qui dirigeaient l'information et qui étaient des colonels. D'ailleurs comme directeur de l'Information, dès le mois d'août, je suis allé à Alger pour voir comment les choses se passaient. J'ai été reçu par le général Salan qui s'est montré glacial, qui ne me regardait même pas en face pour bien me faire comprendre qu'il s'attendait à voir comme directeur de l'Information un colonel au moins, et pas un vulgaire pékin. En fait celui qui dirigeait l'information en Algérie, c'était le colonel Lacheroy.

Mais on ne peut pas s'imaginer à quel point la politique du général de Gaulle était d'une manière systématique déformée en Algérie. Vous avez entendu parler de ce qu'on a appelé la tournée des popotes. Ce fut son avant-dernier voyage en Algérie et là l'information jouait un grand rôle puisque ce que le général de Gaulle avait pu dire devant des cercles d'officiers vraiment restreints, a été tout de même diffusé en France et diffusé d'une manière tellement déformée que Guy Mollet, qui avait jusque là déclaré que la solution du problème algérien passait par de Gaulle et par lui seul, a déclaré que le général de Gaulle changeait de cap.

Voilà comment les choses se sont passées exactement : le général de Gaulle qui se méfiait donc de la presse n'avait emmené qu'un seul journaliste pour suivre cette tournée. Il avait emmené Jean Mauriac, vous savez que Claude Mauriac a été longtemps son secrétaire et Jean Mauriac était accrédité à l'Élysée et lui était naturellement tout dévoué. Jean Mauriac a voulu exercer

son métier de journaliste, c'est-à-dire transmettre lui-même les informations d'une manière intelligente, c'est-à-dire ce que de Gaulle pouvait dire à des officiers : il ne pouvait pas leur dire autre chose que cela, mais il a prononcé devant eux pour la première fois le mot de République algérienne : "Il y aura un jour une République algérienne". C'est devant eux qu'il l'a prononcé, Jean Mauriac a été abordé par un colonel qui lui a dit : "Naturellement, vous me ferez d'abord passer tous vos papiers et c'est nous qui les transmettrons". Or Jean Mauriac a refusé nettement, alors ils se sont débrouillés autrement. Il y avait deux journaux principaux à Alger, il y avait L'Echo d'Alger qui avait comme directeur Alain de Serrigny, très anti-gaulliste, très Algérie française, et le Journal d'Alger, qui avait une diffusion moins importante, mais qui était d'une opinion plus pondérée en ce qui concerne la guerre d'Algérie.

Ils se sont arrangés, comme ils avaient des moyens de transmission entre les mains, pour que les dépêches de Jean Mauriac passent par ce journal-là qui les mettait à la tonalité des colonels tout puissants. C'est donc par ce journal que les dépêches caviardées arrivaient en France. Quand le général de Gaulle est rentré à Paris il a trouvé sur son bureau de l'Élysée une revue de presse considérable, il était abasourdi, littéralement abasourdi, il n'en revenait pas de ce qu'on avait pu lui faire dire et il m'a fait venir immédiatement pour me donner une déclaration qu'il avait écrite, il ne voulait pas que ce soit lui qui la fasse du moment qu'il s'agissait de corriger les erreurs commises par la presse, quant au ton qu'il avait pu donner à ce qu'il avait dit dans les cercles d'officiers. Il voulait que ce soit fait par le ministre de l'Information et détail savoureux, quand je suis descendu du bureau du Général, au pied de l'escalier, je suis tombé sur le Premier ministre, Michel Debré, qui n'en avait pas eu connaissance, parce qu'il est probable qu'il en aurait modifié certains termes. Moi je lui ai simplement demandé de mettre les imparfaits au présent pour que ce soit plus direct.